

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1058

Rubrik: En bref

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le deuxième référendum

C'est reparti comme en 76: une alliance droite nationaliste – tiers-mondistes, à laquelle vient de se joindre le parti socialiste, se bat pour une Suisse qui reste à l'écart des grandes institutions internationales.

(ag) Le comité de la droite extrémiste contre l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods s'est constitué. C'est toute la bande.

Le Schweizerische Volkspartei zurichois, (SVP) d'abord (le sigle français de ce parti, UDC, Union démocratique du centre, est une étiquette qui trompe de plus en plus sur la marchandise: en fait, c'est l'union décentrée !) En tête bien

sûr, Christoph Blocher et les conseillers nationaux zurichois SVP Walter Frey, Willi Neuenschwander, réélus, ou Hans-Ulrich Graf, ancien. Mais aussi des radicaux: Ernst Cincera (ZH), Rolf Mauch (AG), Karl Weber (SZ) et naturellement le Bernois Otto Fischer ou l'Argovien Hans Letsch toujours disponibles pour de tels coups, comme Paul Eisenring, PDC de Zurich. Ajoutons à ce panel des crabes Hans Steffen, démocrate suisse, ex-Action nationale.

La dénomination de ce comité promet un beau déchaînement de démagogie: «Comité contre les 10 milliards pour Bretton Woods».

Les opposants confondent volontairement la cotisation d'entrée dans ces institutions à acquitter immédiatement et les engagements de garantie qui n'ont pas à être libérés. Alors que la Banque mondiale a des exigences très strictes quant au respect des obligations des pays emprunteurs, quitte à offrir aussi par ses filiales des prêts avantageux remboursables à terme (voir le numéro spécial sur les institutions de Bretton Woods, *Le Dossard* 153 – DP 969), les opposants de droite ne craignent pas d'écrire qu'il faut considérer toute garantie comme perdue d'avance. Naturellement ce chiffre impressionnant de 10 milliards est mis en rapport avec le déficit actuel et conjoncturel des finances fédérales. C'est exactement la manœuvre qui a réussi en 1976.

Les Chambres fédérales, à une majorité très forte, avaient accordé en 1975 un prêt à l'IDA (Association internationale de développement) qui n'exige pas d'intérêts des pays débiteurs. La cause était excellente. Les ressources de l'IDA sont alimentées par les bénéfices (importants) de la Banque mondiale et des contributions à fonds perdus. Or la Suisse en 1975 n'octroyait qu'un prêt de 200 millions. Opposition de Otto Fischer et de James Schwarzenbach. Référendum. On invoque l'état des finances fédérales. Refus par 715 000 non contre 550 000 oui, le 13 juin 1976. Les organisations tiers-mondistes qui recommandaient le «non» jouèrent un rôle coupable dans cet échec.

L'intervention des leaders de la droite

extrémiste rend l'alliance objective des organisations tiers-mondistes suisses-allemandes incompréhensible. Il faut se féliciter de ce que la Communauté des œuvres d'entraide ait renoncé à soutenir le référendum. La conviction de Mario Carera a été de grand poids. On est heureux aussi que les Romands et les Tessinois de la Déclaration de Berne aient pris publiquement leur distance de la décision de soutien au référendum, imposée par les Suisses-allemands.

Le refus des extrémistes de droite au FMI éclaire leur opposition à l'Europe. Les institutions de Bretton Woods ne menacent pas notre neutralité, elles ne limitent pas notre souveraineté. C'est donc à l'état pur le refus de tout engagement international, la xénophobie, l'appel à l'égoïsme, la politique des caisses vides qui les animent.

FMI, transversales alpines, Espace économique européen, ces trois sujets essentiels imposent un recentrage politique; les réformistes sont engagés dans un enjeu historique.

Chaque parti aura à le comprendre. Ainsi la décision du comité central du parti socialiste de soutenir le référendum des durs du tiers-mondisme est une grave faute politique. Elle porte atteinte à la cohérence gouvernementale nécessaire pour faire passer trois objets qui marquent l'ouverture de la Suisse. Plus grave encore, il désavoue ceux qui courageusement dans les associations tiers-mondistes ont pris le risque de s'opposer à la dérive jusqu'auboutiste. Il faut apparaître un parti sous influence.

Domaine public, dans la mesure de ses forces, prendra le contre-pied. ■

Serrez les rangs !

suite de l'édito

populaire ni les coudées assez franches pour assurer le succès de cette nouvelle étape.

Il est donc urgent de clarifier les positions — si l'UDC persiste dans sa position négative, M. Ogi peut-il rester au Conseil fédéral sous l'étiquette de ce parti ? — et de préparer avec ceux qui répondront présents les deux décisions politiques majeures de cette fin de siècle: la participation à l'EEE, puis l'adhésion à la Communauté européenne. Le rôle des partis politiques ne sera pas négligeable pour assurer la réussite de ces étapes: si les parlementaires ou les sections cantonales ne se sentent pas liés par les décisions de leurs organes centraux, à l'image de la triste démonstration faite à l'occasion du vote de ce printemps sur le régime des finances fédérales, le succès de l'opération est compromis d'avance.

La relative poussée populiste constatée lors des dernières élections n'a pas de raison de troubler radicaux, démocrates-chrétiens et socialistes. Elle devrait au contraire les stimuler à resserrer les rangs pour faire la démonstration de leur maîtrise des grands dossiers.

La responsabilité de ces trois formations est désormais engagée.

PI

EN BREF

A partir de 1993, les patients de la région bâloise domiciliés dans les arrondissements de Lörrach et Waldshut (RFA) et dans le département du Haut-Rhin bénéficieront, dans les hôpitaux de Bâle-Campagne, d'un tarif préférentiel identique à celui appliqué aux Suisses des autres cantons et donc inférieur de 100 francs par jour au tarif pour étrangers: la région transfrontalière comme réalité et pas comme objet de discours.

Une milice de quartier non armée pour contrôler les parcs, les garages souterrains et les ascenseurs, c'est la proposition d'un politicien du PDC zurichois.